

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

...Et maintenant
il ne reste plus
qu'à perquisi-
tionner au
Libertaire!

S. I. A. est accueillie chaleureusement

L'accueil qui a été fait, dès ses premiers jours, à la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste fait bien augurer de son avenir.

Nous étions sûrs que la S.I.A., dont nombre d'entre nous attendaient impatientement la naissance en France, serait la bienvenue. Nous ne pouvions penser que l'engouement pour elle se manifestera pareillement. Depuis samedi, nous sommes sur les dents, débordés par les demandes de matériel de propagande. Les tracts, les cartes, les timbres, les listes de souscription partent dans toutes les directions.

Et ce n'est qu'un commencement ! Mais que ce labeur nous est agréable ; que nous sommes fiers de voir, une fois de plus, qu'une cause juste, et aux buts humains, trouve toujours parmi les anars les défenseurs les plus dévoués.

Nous sommes tranquilles maintenant sur le sort de notre S.I.A. Elle fera son chemin. Elle remplira sa mission qui est d'apporter une aide immense matérielle et morale à nos camarades d'Espagne, si braves, si acharnés dans la lutte, mais si démunis de tout.

Nous avouons ici le contentement que nous éprouvons du fait de l'emprisonnement des copains à répondre aux appels lancés en faveur de la Solidarité Internationale Antifasciste.

Quoique cela, et si beau que soit le succès qui accompagne les premiers pas de notre S.I.A., nous ne pouvons, les uns et les autres, croire, par fol orgueil, que nous suffirons à tout et puiserons en abondance dans nos seuls milieux les vivres, les médicaments, le linge, les vêtements... et le RESTE que les révolutionnaires espagnols réclament. Vous êtes, compagnons, les lanceurs de la Solidarité Internationale Antifasciste ; vous allez d'abord la lancer dans notre grande famille anarchiste, mais la lancer ensuite plus au loin, et l'y lancer avec une telle énergie, vous en occuper avec une telle constance qu'elle pénètre partout et que partout où elle pénètre elle soit assurée de recueillir de nombreuses adhésions et un butin monstrueux.

C'est à ce moment-là que le Comité de patronage, que la S.I.A. s'est donné, entre en jeu. Si l'on se souvient de sa formation, qu'il est composé — en plus des anars — de syndicalistes, de socialistes, de coopératrices, d'intellectuels aux nuances diverses, on admet en même temps que la Solidarité Internationale Antifasciste doit plonger ses racines ici et là, qu'une riche nourriture l'y attend.

Et l'Espagne antifasciste est privée de trop de choses pour que nous fassions fi de n'importe quel apport.

LE SECRÉTARIAT
DE LA SECTION FRANÇAISE
DE LA S.I.A.

VERS L'OMELETTE NATIONALE !

L'affaire des cagoulards, après quelques jours de sommeil, prend une tourment nouvelle.

Nous marchons de révélations en révélations. M. Marx Dormoy publie des communiqués de ton héroïque et annonce qu'on va voir ce qu'on va voir...

Mais jusqu'ici on ne voit guère qu'une opération policière montée à grand spectacle et parfaitement romancée par les journalistes officieux.

L'affaire, cependant, paraît d'importance. Des centaines de fusils, de mitraillettes, des munitions à la tonne, tout un arsenal de guerre civile bien approvisionné. Il y a même une main-trouquée et un château à souterrain comme dans les meilleurs romans policiers.

Au fait, n'est-ce pas au fond d'un roman policier qu'il s'agirait par hasard ? C'est drôle, mais nous n'avons pas réussi, nous qui avons tout de même une certaine habitude « expérimentale » des opérations policières, à nous passionner pour cette affaire.

Nos militants qui, pour un oui, pour un non, voient leurs domiciles privés envahis par les sbires, n'arrivent pas à comprendre comment une police si bien informée de choses inexistantes peut rester des mois et peut-être même des années sans connaître les agissements réels et maintes fois publiquement dénoncés des fascistes.

Si c'est le « souffle républicain » annoncé par l'extérieur, nous nous en félicitons, encore qu'il nous semble venir bien tardivement et qu'il nous paraisse, ce souffle, un peu asthmatique.

On avait été plus vite en besogne quand il s'agissait de fracturer les locaux du *Libertaire*,

de nous poursuivre et de perquisitionner chez des centaines de camarades.

Au vrai, nous soupçonnons plutôt dans toute cette histoire une opération politique de grand style.

Il n'est pas extravagant de se demander si, finalement, la bourgeoisie française n'a pas compris que son intérêt véritable était moins dans l'organisation d'une armée de guerre civile, peu conforme à son « génie » et à ses tendances, que dans une bonne concentration nationale à forme d'union sacrée.

La Rocque s'est écroulé lamentablement à Lyon. Cette marionnette a joué son rôle — et l'a mal joué, d'ailleurs — et n'a plus qu'à disparaître. Et il se trouve maintenant des journalistes de droite, tels Kerillis, pour s'enquérir des agissements des cagoulards et dénoncer, comme un simple Thorez, le main de l'étranger.

Quand de droite et de gauche l'on fait choux contre l'étranger, ce n'est jamais très bon signe pour le prolétariat. Cela signifie toujours que, finalement, c'est lui qui va faire les frais de l'opération. L'union sacrée ne nous rappelle que de tristes souvenirs, 1914, 1926, 1934, 1935... Verrons-nous s'achever cette année 1937 sans que le Front populaire ait vécu à son tour pour faire place de nouveau à une concentration républicaine de « tous les Français autour de leur franc, ou de leurs frontières menacées ». Nous avons mis cette dernière phrase entre guillemets, mais qu'on ne croie pas qu'elle s'applique particulièrement à tel ou tel organisme de la presse. Aujourd'hui, de l'*Echo*...

de Paris à l'*Humanité*, c'est un refrain qui court les colonnes des journaux de toutes nuances.

Il est rarement annonciateur de victoires proletariennes.

Aussi ces histoires de cagoulards ne nous paraissent que d'un intérêt assez secondaire si ne se profilaient derrière elles des ombres plus inquiétantes encore.

Et nous sommes bien obligés de constater que ces histoires « rocambolesques » sont une excellente diversion aux difficultés qui assaillent la classe ouvrière, les fonctionnaires, pris à la gorge par la vie chère sans cesse croissante.

Un journaliste qui joue naguère un rôle important dans la politique de ce pays avait l'habileté de comparer la formule de la concentration nationale à celle de l'omelette : telle qu'elle se prépare dans les grands restaurants que fréquentent ces messieurs :

— L'omelette, cuite à point, on en sépare les extrémités improches à nos palais délicats pour n'en garder que le milieu, moelleux et savoureux.

De sorte, Eugène Lautier définissait parfaitement la politique traditionnelle de la bourgeoisie française depuis un demi-siècle.

Est-ce à une nouvelle omelette que les événements politiques nous portent ? En tout cas, les sanctions tardives et insuffisantes appliquées aux comparses du fascisme turbulent et inefficace pourraient bien, avant longtemps, avoir une lourde compensation dans les rangs révolutionnaires du prolétariat. Attention à nos œufs !

Pour une politique internationale du prolétariat

La semaine qui vient de s'écouler se caractérise par une très curieuse activité diplomatique. D'un bout à l'autre de l'Europe, c'est un chassé-croisé d'initiatives et d'intrigues au milieu duquel il n'est pas facile de se reconnaître et où chacun essaie d'avoir sa journée des dupes. C'est ainsi que nous avons vu l'Angleterre abandonner son cavalier habituel, la France, pour faire un « tour de valise » avec l'Allemagne. Dans le même temps, Staline, par le rappel de Litvinoff et une campagne orchestrée de la presse russe et de l'*Humanité*, signifie son mécontentement à l'égard du gouvernement français pas assez souple à son gré et trop prompt à appuyer les tentatives de règlement de la question d'Espagne, tentatives qui ne sauraient satisfaire le plan russe d'une extension de la guerre internationale où se trouverait réglé, avec le concours de la France, son conflit avec l'Allemagne. Enfin, un très bizarre article de la *Tribuna*, d'ailleurs signé par Mussolini (mais cette comédie ne trompe personne), contient à l'égard de la France certaines avances dont le sens général est celui d'un effort pour l'éloigner de l'Angleterre occupée à flirter avec l'Allemagne, c'est-à-dire à détacher celle-ci d'une alliance trop intime avec l'Italie.

On laisse volontairement de côté d'autres manœuvres de moindre envergure. Celles que nous signalons suffisent à montrer l'extrême complexité du jeu des gouvernements. Elles nous apprennent qu'en dehors du groupement fondamental des impérialismes satisfaisants, c'est-à-dire de la triplée anglo-franco-russe et des impérialismes mécontents, c'est-à-dire la duplice italo-allemande à laquelle peut se joindre le Japon, d'autres conjonctures sont possibles selon les initiatives plus ou moins hardies de chacun des éléments en présence. Nous avons montré, la semaine dernière, la portée du rapprochement anglo-allemand. Une détente des relations franco-italiennes y ferait contre-poids ; et il n'est pas impossible que notre gouvernement s'y prête, afin de prendre des assurances contre des engagements onéreux que l'Angleterre pourrait être tentée de souscrire en faveur de l'Allemagne. Habituel machiavélique. La règle ici est de tromper son partenaire en dépit des serments de fidélité à l'idéal démocratique ou totalitaire.

La classe ouvrière de ce pays se décide-t-elle enfin à s'opposer vigoureusement à toutes ces combinaisons où se débattent non seulement ses intérêts matériels, mais son honneur et sa vie ? C'est la question que pose invinciblement l'état actuel du monde ballotté entre la guerre et la paix. Jusqu'à présent, on doit bien dire qu'elle n'a point réussi à imposer, au-dessus des rivalités impérialistes, sa propre politique internationale. Elle laisse aujourd'hui bâiller autour des tapisverts des diplomates astucieux qui engagent à leur gré, au nom de l'intérêt de la France, sa propre signature et qui envisagent peut-être avec le plus parfait dilettantisme leur nouveau renversement des alliances. Elle laissera demain ces mêmes diplomates disposer à leur gré de l'Espagne révolutionnaire, dé-

Lire en 3^e page :
**L'oppression colonialiste
en Indochine.**

Lire en 4^e page :
**Du pamphlet
de Boukharine à
la main tendue...**

TOI QUI LIS NOTRE PRESSE... TOI QUI APPROUVES NOTRE ACTION...

Tu dois adhérer à l'Union Anarchiste

Les résultats satisfaisants de notre Congrès, la situation révolutionnaire dans laquelle le monde se trouve plongé et la sympathie de plus en plus grande dont jouit notre mouvement chez les prolétaires conscients de la gravité de l'heure nous créent des devoirs et réclament de chacun de nous un redoublement d'efforts.

Alors que tous les plans réformistes s'effondrent lamentablement, que beaucoup de travailleurs comprennent combien est juste notre position révolutionnaire et combien est efficace l'action directe que nous ne cessons d'exalter, à l'heure surtout où la trahison rétentissante des partis prétendus révolutionnaires déçoit les meilleurs militants du mouvement ouvrier, l'Union Anarchiste estime qu'il lui appartient de dresser, face au fascisme qui s'implante partout et à la réaction qui se fait plus arrogante dans notre pays, une force révolutionnaire puissante composée d'éléments solidaires.

Il existe de tous côtés des individus d'esprit libre et qui n'acceptent pas l'accordement avec leurs ennemis de classe dans l'Union sacrée, ni la main tendue aux religions, ni la collaboration des exploités avec leurs exploiteurs qui fait perdurer le capitalisme. Il faut que ces prolétaires sachent ce qu'est l'an-

archisme, connaissent sa doctrine, ses buts et ses moyens d'action.

C'est à nous qu'il appartient de les leur faire connaître. Notre « *Libertaire* » doit pénétrer partout et leur apporter notre parole. Que ceux qui comprennent l'importance d'un journal de combat comme le nôtre mettent tout en œuvre pour intensifier sa diffusion.

Dans de nombreuses régions nous avons des camarades d'idées et des sympathisants, lecteurs du « *Libertaire* ». Malheureusement leur noyau ne peut que difficilement grossir, par suite de la dispersion des efforts. Une action coordonnée apporterait de meilleurs résultats à la propagande. Il importe que les groupes autonomes qui rencontrent de grands obstacles dans leur rayonne-

ment se rendent compte des facilités que leur fournirait leur adhésion à l'U.A. Que les individualités mesurent le profit qu'elles retireraient à se constituer en groupe dans leur localité, et à se rallier à nous.

Nous disposons d'une équipe d'orateurs pouvant se déplacer en province et rythmer nos idées. Déjà des tournées sont en préparation.

Mais, pour que ces tournées soient profitables, il faut que les orateurs puissent visiter le plus de villes possible sur leur passage. Pour cela, il faut que dans chaque localité un groupe constitué soit en mesure de préparer le terrain aux conférenciers. Or, cela n'est pas possible si chacun reste chez soi et répugne à unir son action propagandiste à celles d'autres bons militants, comme lui isolés.

Que tous les anarchistes nous entendent ! Au moment où la faillite du réformisme s'avère totale, au moment où éclate la politique de trahison des partis pseudo-révolutionnaires, au moment où les soi-disant sauveurs du prolétariat, brandissant le catéchisme marxiste appellent les travailleurs à l'union sacrée pour une tuerie dont ils feront les frais, c'est à l'anarchisme d'opérer le regroupement des vrais révolutionnaires. L'UNION ANARCHISTE.

LA PAGE DE LA S.I.A. Aux camarades espagnols

Nous rappelons à nos lecteurs que, dès la semaine prochaine, Le Libertaire paraîtra régulièrement sur huit pages; que deux pages seront entièrement réservées à la vie de la Solidarité Internationale Antifasciste; que une de ces deux pages sera rédigée en espagnol.

Aussi, nous nous adressons aujourd'hui aux Espagnols résidant en France et leur disons : Cette page est faite à votre intention, pour vous permettre d'aider avec profit vos camarades de même langue qui soutiennent là-bas, dans votre pays d'origine, avec la vaillance que vous savez, la lutte antifasciste; il n'est pas possible que notre effort, à nous vos camarades français, n'ait pas votre approbation et votre appui. Vous vous devez non seulement d'adhérer à la section française de la S.I.A., mais d'en être, au surplus, les animateurs dans votre entourage; vous avez pour devoir de lire et faire lire la page espagnole de la S.I.A. française.

Nous savons que les Espagnols vivant en France ne manquent jamais d'exercer à plein leur solidarité pour les œuvres qui en valent la peine; nous sommes donc rassurés au sujet de la nôtre, ils en seront les propagandistes fervents.

*Nous insistons, toutefois, à propos de notre page en langue espagnole et leur demandons de nous passer leurs commandes de *Libertaire* par groupe autant que possible. Qu'ils écrivent à la S.I.A., 26, rue de Crussol, Paris-11^e.*

Dix-neuf ans après l'armistice qui clôtura la « dernière des guerres », il est nécessaire de constater que les mêmes formules absurdes et dangereuses qui entraînèrent, en 1914, les peuples à s'entrer dans les guerres mondiales sont toujours en vigueur. Ils étaient pourtant nombreux ceux qui, rentrés dans leur foyer, comprenaient un peu tard qu'ils avaient été roués et qu'au lieu de lutter pour le droit et la liberté contre la barbarie, ils avaient été immolés à l'international du coffre-fort, s'étaient juré qu'on ne les y reprendrait plus.

Hélas, la paix boîteuse conclue à Versailles sur le dos des pays vaincus a multiplié les sources de conflits et précipité la montée du fascisme en Allemagne. La bourgeoisie française, avec la complicité des partis de gauche, a su très habilement exploiter la menace hitlérienne pour conserver ses avantages et réaliser dans ce pays une nouvelle union sacrée sous le masque de l'antifascisme.

Pourtant, au milieu de toutes ces turpitudes, de ces desseins crapuleux fomentés par les impérialistes aux abois, une lueur d'espérance apparaissait en juin 1936. Instruit par l'expérience désastreuse de la scission ouvrière, excédé d'être l'éternelle victime d'un régime dont l'iniquité a éclaté au cours d'une crise économique et politique sans précédent, le prolétariat de ce pays se soulevait en une vague formidable qui menaçait d'entraîner avec elle la disparition de l'oppression capitaliste.

N. FAUCIER.

(Voir suite en 2^e page.)

Le Mercredi 1^{er} Décembre à SALLE LANCRY (10 rue de Lancry) à Paris

SÉBASTIEN FAURE

fera une conférence publique et contradictoire.

Sujet traité :

« Les bobards démagogiques »

1. L'intérêt général. — 2. La Défense nationale. — 3. Faire payer les riches. — 4. Le peuple souverain. — 5. Ni réaction, ni révolution. — 6. Dieu bénit les familles nombreuses. — 7. L'Etat Providence.

Participation aux frais : 4 francs. (Chômeurs, 2 francs).

Nota. — Cette conférence est faite au profit des 200 petits orphelins d'Espagne que les anarchistes de France ont adoptés et pris entièrement à leur charge.

Les mystiques dangereuses

Staline est venu à propos approuver la politique de surarmement préconisée par notre impérialisme, prélude à l'accord anglo-franco-russe qui a donné toute sa force au nouveau slogan qui doit galvaniser les masses promises au prochain charnier : « la lutte des démocraties contre le fascisme. »

Pourtant, au milieu de toutes ces turpitudes, de ces desseins crapuleux fomentés par les impérialistes aux abois, une lueur d'espérance apparaissait en juin 1936. Instruit par l'expérience désastreuse de la scission ouvrière, excédé d'être l'éternelle victime d'un régime dont l'iniquité a éclaté au cours d'une crise économique et politique sans précédent, le prolétariat de ce pays se soulevait en une vague formidable qui menaçait d'entraîner avec elle la disparition de l'oppression capitaliste.

cider en toute liberté du sort de millions d'êtres crucifiés par le fascisme... La mesure n'est-elle pas comble ?

Depuis des années les anarchistes s'évertuent à lui crier qu'elle rompe cette honnête solidarité avec son propre impérialisme et qu'elle proclame enfin, sur le terrain international, sa capacité politique. L'heure n'est-elle pas venue de définir cette politique ? Nous lui assignons d'abord la défense de la paix. Le camarade G. Rollot, dans son dernier article du *Libertaire*, en réponse à une prose de Cachin, reproduisant en le tronquant singulièrement un article de Jaurès, a parfaitement raison de mettre en garde contre l'illusion mortelle d'une guerre devant créer inévitablement une situation révolutionnaire. Il est beaucoup plus probable, en effet, qu'une guerre serait une nouvelle et irrémédiable défaite pour le prolétariat mondial enchaîné, meurtri, appauvri, plus que jamais divisé contre lui-même. Mais nous pensons que l'autre aspect de cet effort doit être l'énoncé immédiat d'une politique internationale constructive du prolétariat. Dès maintenant, celle-ci exige de la classe ouvrière une dénonciation de tous les traités *en ce qui la concerne*, et particulièrement de l'odieux traité de Versailles. Elle doit opposer à la diplomatie des gouvernements une contre-diplomatie des masses destinée à empêcher les effets. Une telle action de classe, autre qu'elle affabillerait les positions de notre propre impérialisme, aurait l'immense avantage de rendre toute sa vigueur à l'internationalisme prolétarien lui-même, condition de la paix.

Ainsi posée, la question mérite toute l'attention de la classe ouvrière. Nous aurons l'occasion d'en préciser les termes.

LASHORTES.

Les mystiques dangereuses

(Suite de la 1^{re} page.)

Mais le Front Populaire veillait. Le spectre du fascisme fut utilisé avec succès pour endiguer la vague d'affranchissement et rétablir la paix sociale. On célébra sur tous les tons le réveil de la conscience ouvrière, les millions d'adhérents, nouveaux venus au syndicalisme. On proclama le syndicalisme majeur, traitant d'égal à égal avec le patronat, tant et si bien que finit par s'accréder, dans certains esprits, l'idée de la nécessité de défendre les conquêtes ouvrières contre une agression de l'extérieur.

Un édifiant exemple de cette mentalité nous a été fourni récemment, dont personne ne contestera la gravité :

Dernièrement, après la décision, par la direction des Etablissements Saint-Chamond-Granat, à Courbevoie, de fermer l'usine les vendredi 12 et samedi 13 courant, comme sanction au mouvement de protestation d'une heure du mercredi précédent, une délégation des ouvriers et des techniciens a été reçue au ministère de la Marine et à la présidence du Conseil.

S'agissait-il pour elle, à l'instar de ces syndicalistes mendigots qui s'en vont aux portes des ministères quémander un rattachement de salaire ou le respect du droit syndical, etc., d'exiger le paiement des journées perdues ? Foin de ce « matérialisme sordide », comme dit le désintéressé Flandin. Aujourd'hui, le prolétariat, devenu majeur, a des intérêts supérieurs à défendre.

Un communiqué de la section syndicale de l'usine publiée dans *Le Peuple* nous apprend que le but unique assigné à la délegation était de protester « énergiquement contre l'action patronale engagée pour le sabotage des travaux concernant la défense nationale ». Il ajoute que « Le patronat, en général, prétendant que la semaine de quarante heures retarde les livraisons, la délégation ne peut comprendre pourquoi ce même patronat ferme ses entreprises pendant deux jours, ce qui retarde davantage les livraisons concernant la défense du pays. »

Après cette lecture, on se demande ce qu'on doit admirer le plus de la candeur des uns ou de l'astucieux machiavélisme de leurs guides éclairés.

Ainsi, pour ces singuliers produits du syndicalisme 1937, le préjudice matériel qui leur est causé par ces deux journée sans salaire ne saurait être en jeu. Seuls comptent les besoins de la défense nationale dans l'union des exploiteurs et des exploités, des profiteurs et des spoliés. On est quelque peu afferri devant tant d'aberration.

Les membres de la section syndicale St-Chamond-Granat se rendent-t-ils compte que c'est altérer singulièrement le rôle du syndicalisme que le cantonner à être le gardien vigilant de la défense « du pays » ? Du pays où les rapports du capital et du travail sont restés, malgré tous leurs efforts, fondamentalement les mêmes qu'en 1914 et qui ne justifie par conséquent pas plus qu'alors leur sacrifice.

Nous savons, certes, que cet état d'esprit n'est pas étranger aux manœuvres de certains inspirateurs de la direction syndicale des métiers asservis aux directives du national-communisme stalinien, dont la propagande chauvine dans les rangs ouvriers menace de nous conduire aux pires désastres.

C'est pourquoi notre devoir est de mettre en garde les travailleurs abusés contre les nouveaux fourriers de la guerre contre le fascisme.

La savante stratégie de la mystique contre l'ennemi de l'extérieur, en même temps qu'elle sera les intérêts des impérialismes anglo-franco-russe, n'est destinée qu'à détourner les travailleurs de leurs véritables objectifs révolutionnaires contre l'ennemi de l'intérieur.

Qui se souviennent de la leçon de 1914-1918.

La défense du pays ne pourra légitimement être envisagée par eux que lorsqu'ils auront accompli la transformation sociale par la révolution qui seule vaut notre sacrifice.

N. FAUCIER.

UN EXEMPLE A SUIVRE

Une excellente solution

Le Petit Parisien nous révèle l'existence d'une collectivisation, non en Espagne, mais en Pennsylvanie. Dans ce pays minier, huit mille ouvriers mineurs condamnés au chômage de par la carence de l'organisation capitaliste exploitent à leur propre compte des filons houillers appartenant légalement à des compagnies minières et en vendent les produits, selon la formule, directement du producteur au consommateur.

Ces « bootleggers », comme on les appelle, s'attaquent à des mines non exploitées tenues en réserve ou momentanément abandonnées par les sociétés propriétaires, lesquelles en estiment trop onéreuse la mise en valeur. La Pennsylvanie offre cette particularité que les veines y affleurent en de nombreux endroits. Par suite, les mineurs « expropriateurs », si l'on peut dire, peuvent extraire du charbon avec des moyens rudimentaires. Parallèlement, tout un service de vente et de camionnage a été mis sur pied, des véhicules ont été achetés qui transportent l'anthracite au domicile des clients et les chiffres officiels accusent douze à treize mille personnes occupées à ce commerce, comme le dit *Le Petit Parisien*, « parfaitement illégal et pourtant impossible à arrêter ».

La réputation des « coupables » est par ailleurs inattaquable :

Les hommes engagés dans ce commerce, indiscutablement frauduleux au strict point de vue de la loi, sont en très grande majorité de braves gens, d'une honnêteté scrupuleuse, à qui vous pourriez confier votre portefeuille. Ils ont été poussés à cette étrange activité par la dureté des temps

En effet, ces hommes, presque tous d'anciens mineurs, étaient au temps de la prospérité régulièrement employés par les compagnies minières. Avec la crise, ils se sont trouvés du jour au lendemain réduits à la famine, sans qu'aucune autre industrie dans le pays ne sollicite leur activité. Dès lors, et comme au face de ces ressources non exploitées, le charbon remastaite à des prix inabordables pour le consommateur de par le jeu même de l'organisation capitaliste, ils ont entrepris, les conditions matérielles s'y prêtant, d'extraire eux-mêmes le combustible et de le vendre au-dessous des cours imposés par les trusts. C'est là une collectivisation révolutionnaire par le fait même qu'elle s'est effectuée dans le plus parfait mépris des titres de propriété dont pouvaient exciper les compagnies.

Mais le plus remarquable, en cette affaire, est que son développement est tel que les coéquipiers d'un nouveau genre vendent pour 500 millions de charbon par an, causant ainsi aux « légitimes » propriétaires un préjudice considérable de par la concurrence et le résultat en est que toutes les compagnies sont en déficit alors que la collectivité s'avère fort prospère. Son activité a pris une telle extension que le problème de la suppression est désormais impossible à envisager, tant pour des raisons purement économiques qu'à cause de la sympathie que trouvent, parmi la population, les membres de cette association illégale. En effet, grâce à leur entreprise des villages entiers vivent et prospèrent. Tout un commerce local sus-

cité par la subsistance de tous ces travailleurs dépend étroitement de la continuation de ce régime. Et tous les procès intentés par les houillères ont débouté celles-ci de leurs réclamations, les jurés étant bienveillants à l'égard des « bootleggers » et d'autre part, les tribunaux étaient impuissants à rendre un arrêt conforme au droit de propriété, en raison des répercussions. Si on essayait de les expulser par la force, il y aurait à craindre des effusions de sang et une insurrection de la population. Enfin, et même si d'une façon ou d'une autre, on réussissait à arrêter cette entreprise illicite, que ferait-on des 12.000 ou 13.000 personnes réduites à la misère ?

Ainsi, et par la force même des événements, le droit de la propriété individuelle, si naturel, affirme ses partisans, se trouve contesté. Le principe de « la terre à ceux qui la travaillent », la « mine à ceux qui en tirent le charbon » conquiert sa véritable place dans l'organisation rationnelle des sociétés.

Mais cela, qui donc le dément ? Les capitalistes ? Allons donc ! Habituellement à jouer sur tous les tableaux et à se servir d'une morale à double sens, ils s'insurgent contre cet état de fait parce qu'il leur est préjudiciable. Mais ils oublient en cela que c'est avec cet argument des richesses inexploitées qu'ils ont prétendu justifier leurs expéditions coloniales. Les indigènes, propriétaires incontestables en vertu du droit du premier occupant laissaient leurs terrains en friche, leurs ressources minières en sommeil. Ces matières premières manquaient sur le marché mondial et comme, selon le point de vue des colonialistes, le fait d'interdire aux autres la jouissance de produits qu'on laisse périr en pure perte donne aux peuples frustrés le droit de conquérir par la force ce qu'on leur refuse, les Européens en ont pris prétexte pour, non seulement expriyer, mais encore décliner et mettre en tutelle ceux qui, selon la meilleure loi capitaliste, eussent dû conserver tout loisir pour mettre en valeur ou non leur territoire.

Moins hypocrites et plus pacifiques, les mineurs pennsylvaniens n'ont point assassiné de possédants. Ils n'ont point encapitonné d'un code pour légitimer leur action. Seuls, le bon sens et la raison qui veulent qu'un être normallement constitué se refuse à crever sur un trésor, les ont inspirés.

Et quand le gouverneur de Pennsylvanie et *Le Petit Parisien* s'inquiètent devant le problème et cherchent désespérément une solution, ils ressemblent aux fameux combattants d'Offenbach arrivant après la bataille. La vraie, la seule solution logique, les chômeurs américains l'ont trouvée, l'appliquent à la grande satisfaction de tous. Et le comique de l'affaire, c'est encore que ces ouvriers qui contrairement aux économistes capitalistes ne se plaignent point de statistiques ni de prix de revient minuscules, étudiés, réussissent à tenir en échec leurs patrons, soi-disant organisateurs de la distribution rationnelle des produits, et ce sur leur terrain même, celui de la meilleure marchandise au plus avantageux tarif.

MAURICE DOUTREAU.

Que les Espagnols se débrouillent...

C'est le titre d'un article qu'un quotidien réactionnaire de province donnait régulièrement en tête à sa clientèle ouvrière.

Dans l'esprit de ce valet de plume, il s'agissait bien moins, assurément, d'exprimer un sentiment d'indifférence ou d'égoïsme si particulier au Français moins ennemi des complications et des responsabilités, que de tromper ses lecteurs en donnant le change et préparer l'opinion publique au coup de Jarnac des gouvernements anglais assurés de la complicité du Front Populaire et de l'U.R.S.S.

Que les Espagnols se débrouillent ! La voilà bien la pensée et la volonté des réactionnaires de tout poil, tendant à paralyser l'action des travailleurs de ce pays en faveur de leurs frères espagnols. Avec insistance et en supputant à l'avance les résultats, ils mettent en relief les préventions et les appétits de l'Allemagne et de l'Italie. Ils passent sous silence, et pour cause, l'action impérialiste et répressive de l'Angleterre et de la France, s'emplantant toute que cause à sauvegarder leurs immenses intérêts investis dans toute l'Espagne.

Que les Espagnols se débrouillent ! Cela veut dire, sous la plume des prostitués de la presse aux ordres, que les deux grandes nations de proie, l'Angleterre et la France, entendent continuer à soutenir ouvertement la cause de Franco.

Que les Espagnols se débrouillent ! Cela signifie encore que la cause des combattants républicains est on ne peut plus lâchement abandonnée et que la honteuse non-intervention si chère au cœur de Léon Blum et du Front Populaire, est et restera la plus infamante des trahisons à l'égard de l'Espagne ouvrière et révolutionnaire.

Que les Espagnols se débrouillent ! Cela sera à justifier les sombres menées du gouvernement français, la politique tortueuse et hypocrite du parti communiste, de ses élus, et les déclarations de L. Blum devant les parlementaires socialistes : que les affaires d'Espagne seraient bienôt réglées par la défaite du gouvernement républicain. Cela résume enfin la volonté de toute la valetaille politicienne et bourgeoisie à plat ventre devant le capitalisme, pour en finir une bonne fois avec l'Espagne antifasciste.

On cherche à « neutraliser » le peuple de ce pays avec d'impétiles bobards et cette « neutralité » qui n'est autre qu'une véritable anesthésie, conduit inévitablement aux pires catastrophes. Sûrs de mener

sans risques leurs agissements, les gouvernements prétendent démocratiques font le beau devant Franco et préparent la voie à une instauration dictatoriale monarchiste ou fasciste.

Ainsi, des dizaines de milliers de travailleurs espagnols ont donné leur vie pour s'opposer au coup d'Etat fasciste des militaires en juillet 36, des dizaines de milliers d'autres luttent sur les fronts avec la volonté du désespoir contre les horde de Franco, de Hitler et de Mussolini, pour, en fin de compte, voir la France du Front Populaire consumer sa trahison en les livrant définitivement à leurs ennemis mortels. Le chloroforme a-t-il donc agi si profondément sur la classe ouvrière de tous, que les putains de presse puissent impunément lui lancer à la face : *Que les Espagnols se débrouillent !* Est-ce possible que le réveil ne s'opérera pas ? Et ceux qui ont échappé aux effets malfaits de tous les endormeuses, vont-ils trouver l'antidote pour provoquer ce réveil ?

Il faut qu'ils le trouvent et pour nos frères d'Espagne et pour l'humanité tout entière.

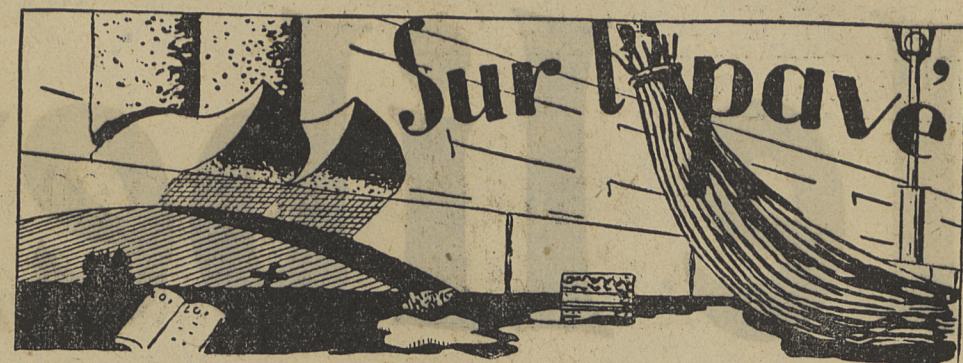
René MARTIN.

LOGIQUE !
EN REPONSE A THOREZ, LA FEDERATION REPUBLICAINE RECLAME L'ABROGATION DE LA LAICITE !

On lit dans le « Temps » du 12 novembre :

« Le groupe de la Fédération Républicaine prend acte des propos récemment tenus par le secrétaire général du parti communiste. M. Maurice Thorez, prenant vis-à-vis des catholiques la défense de la liberté d'enseignement et condamnant toute législation d'exception. Afin de fournir au parti communiste l'occasion de prouver que les propos de M. Thorez ne sont pas une vaine parade et répondent bien à la doctrine actuelle de la III^e Internationale sur ce grave problème de politique intérieure, le groupe décide de reprendre les propositions de loi déposées par M. Groussoupe et par M. l'abbé Bergery sur la liberté d'enseignement et sur l'abrogation des lois d'exception contre les religieux. »

La parole est à Thorez !



Le vrai complot

L'affaire dite des « Cagoulards » ou des « Milices secrètes révolutionnaires » ne semble pas devoir occasionner autant de répercussions que se plaisent à le proclamer les jésuites dites de gauche.

Il y avait certainement plusieurs mois que les « fins limiers » savaient à quoi s'en tenir sur les détails d'armes et d'explosifs « découverts » à grand tam-tam.

Cette histoire de cartouches tombant d'une auto et traçant la route aux inspecteurs sagaces rappelle un peu trop celle du Petit Poucet, qui lui, se contentait de semer des cailloux blancs pour retrouver son chemin.

C'est enfantin, mais le public, le bon public toujours prêt à avaler sans douleur les couleurs journalistiques même les plus volumineuses, s'y est laissé prendre avec sa naïveté couturière et sa foi en la chose imprimée.

Quoi qu'il en soit, complot, ou association de malfrats, le régime est une fois de plus sauvé. Comparses et indicateurs sont sous les verrous, en attendant le triage final et la prise des grosses pièces qui n'est sans doute pas pour demain.

Certains ont reconnu en cette sombre affaire, la main de l'Allemagne qui sait si bien se fourrer dans les endroits les plus discrets avec une suprenante agilité.

Et M. de Kérillis, défenseur du droit de toucher « en certaines circonstances » de dénoncer l'extrémisme de droite aussi dangereux que celui de gauche et d'écrire qu'il est encore plus contraire aux intérêts de la France de servir Hitler que Staline.

C'est une opinion.

Aussi bien l'intérêt de la France ne faisant pas partie de mes préoccupations, je m'abstiens donc d'en discuter.

L'intérêt des Français ou pour être plus exact, de tous les hommes qui vivent sur le sol français et d'ailleurs rien de commun avec la défense dite nationale pour laquelle sont aménagés des dépôts d'armes, de munitions, des ouvrages fortifiés auprès desquels les caves bétonnées des « cagoulards » ne sont vraiment pas comparables.

*Et quand le gouverneur de Pennsylvanie et *Le Petit Parisien* s'inquiètent devant le problème et cherchent désespérément une solution, ils ressemblent aux fameux combattants d'Offenbach arrivant après la bataille. La vraie, la seule solution logique, les chômeurs américains l'ont trouvée, l'appliquent à la grande satisfaction de tous. Et le comique de l'affaire, c'est encore que ces ouvriers qui contrairement aux économistes capitalistes ne se plaignent point de statistiques ni de prix de revient minuscules, étudiés, réussissent à tenir en échec leurs patrons, soi-disant organisateurs de la distribution rationnelle des produits, et ce sur leur terrain même, celui de la meilleure marchandise au plus avantageux tarif.*

Le reste n'est que littérature de mauvais roman policier.

Larue-Michel.



DEBATS PRIMESAUTIERS

(Du *Petit Parisien* du 20-11-37) sur les débats à la Chambre du 19 : « Gabriel Péri manifeste au milieu d'une assemblée de glace, un loulou sous coude de la défense nationale. Seuls les communistes applaudissent ! »

Il y a longtemps que nous savons que les vrais Français sont les communistes !

A son tour, M. Paul Reynaud, sur un ton mi-figue, mi-raisin, déclare :

<p

UNE HYÈNE HUMAINE VA "ASSAINIR" L'ESPAGNE NATIONALISTE

Franco nomme Martinez Anido ministre de l'Intérieur

La presse française a en quelques mois annoncé, ces jours derniers, la nomination par Franco de Martinez Anido comme ministre de l'Intérieur de l'Espagne nationaliste.

Ce choix qualifie mieux qu'aucune déclaration les intentions réelles des fascistes espagnols à l'égard du prolétariat. Parfois, des officieux, dans un but de propagande, laissent entendre que les buts de Franco sont, du point de vue social, largement favorables à la classe ouvrière. A son endroit, les nationaux-syndicalistes, la J.O.N.S. et même les phalangistes n'auraient que de bons dessins.

La nomination comme ministre de l'Intérieur de cette figure de cauchemar qu'est Martinez Anido remet les choses au point.

Martinez Anido, c'est l'archétype du bourgeois anti-prolétarien. Son nom seul fait frissonner les ouvriers, pour qui il est inséparable de l'évocation de crimes innombrables, de tortures sans nom.

Mais ce sont surtout les ouvriers et les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes qui en connaissent l'exacte signification.

C'est Martinez Anido, gouverneur civil de Barcelone, aidé du général Arlegui, qui organisa méthodiquement l'assassinat des militants de la C.N.T. dans les années qui suivirent la guerre et pendant la dictature de Primo de Rivera.

Les meilleurs des nôtres — Evelio Boal, Salvador Segui, fondateurs de la C.N.T. — et des centaines de militants, de secrétaires de syndicats tombèrent assassinés par les balles des « pistoleros » de Martinez Anido.

Que les docteurs ès sciences révolutionnaires qui, aujourd'hui, reprochent aux anarchistes espagnols l'insuffisance de leur préparation s'en souviennent. La C.N.T. a vu disparaître en quelques années ses meilleures forces. L'atroce dictature de sang, les tortures infligées dans les « calabozos » de Montjuich, à la Capitainerie, et jusque dans le bureau d'Anido lui-même, aux militants arrêtés, n'étaient peut-être pas tellement propices à la mise au point d'un dessin parfait de révolution théorique. Il est difficile d'être à la fois un spécialiste du tire-ligne et du pistolet. Or, contre les Martinez Anido qui, alors, désolaien les rangs ouvriers, le pistolet avait seul de l'effet, hélas !

Mais lui, Anido, était bien gardé. Toujours il put échapper à la colère ouvrière. Il faudra qu'un jour soit écrite cette histoire à peine crovable de Durruti et d'Ascaso, le suivant à la trace pendant des centaines de kilomètres, dans l'espérance de pouvoir l'atteindre et de lui faire payer ses crimes. Anido, cependant, échappa.

Au 14 avril, il s'élappa et se terra à l'étranger. Il appartenait à Franco de lui redonner du service.

Au début de cette année, on apprit qu'il était nommé conseiller... à la Santé publique ! La santé publique ! Il y a ainsi souvent, dans les choses espagnoles, un humour spécial qui ressortit au macabre. Les déclarations qu'il vient de faire après sa nomination comme ministre de l'Intérieur éclairent parfaitement le sens qu'il faut donner à la « santé publique » en Espagne franquiste.

Voici ces déclarations reproduites par *Fragua social*, du 16 novembre :

« Je suis un vieux spécialiste de la vie sociale, ouvrière et collective. Je connais également tous les ressorts du commandement et, avec l'aide des vaillants éléments nouveaux qui adhéreront inconditionnellement à ce travail, je pourrai procéder à un ASSASSINAT NATIONAL COMPLET. »

Et il a ajouté :

« En notre zone, il ne peut subsister d'éléments pernicieux » et l'appliqueront les plus sévères sanctions à ceux qui, plus ou moins ouvertement, répandront de fausses nouvelles, ou déserteront l'opinion publique en critiquant les autres. »

Voici un témoignage authentique publié dans la *Sol* du 21 novembre, par Luis Romero, ancien officier de l'armée espagnole, sur les procédés assassins de Martinez Anido :

« C'était en 1921 au mois de mars. J'étais

PARMI NOS LETTRES

Nous avons reçu la lettre suivante :

Chers camarades,

Je reçois régulièrement votre publication.

Elle est dépourvue de toute démagogie, et empreinte d'une parfaite compréhension du mouvement libertaire espagnol tout en restant l'autenthique organe révolutionnaire et libertaire.

Quiénque lit dans les colonnes de nos journaux cette défense acharnée de notre sol, ces appels à la constitution d'une forte armée du peuple, ces demandes d'augmentations d'heures de travail et ces affiches demandant au paysan de creuser plus profondément ses sillons pour que la semence sorte plus puisante, nécessite une grande compréhension.

Nous appelons à l'unité d'action, nos hommes dans l'armée se confondent avec les militaires professionnels, nous renonçons c'est certain à beaucoup de choses et le plus dououreux, c'est que la politique compromet gravement la situation espagnole. Oui, tout cela est exact. Et parce que le peuple comprend que nous sommes les plus raisonnables et parce qu'il sait que nous ne sommes pas ces politiciens qui offrent et trompent, voyant que nous travaillons véritablement avec un contenu de réalités non comprises par les autres que les travailleurs espagnols se tournent vers nous comprenant que des anarchistes, et d'eux seuls, dépend le triomphe de l'antifascisme espagnol.

Vous comprenez tout cela et l'effort que vous faites pour le comprendre mérite notre remerciement le plus sincère.

Sub. sector Almudevar 2-11-37 comisario de guerra.
JOSE CABANAS.

L' "Independent Labour Party" proteste contre les emprisonnements des antifascistes en Espagne

L'odieuse répression qui sévit en Espagne gouvernementale contre les meilleurs combattants antifascistes soulève l'indignation de tous les militants révolutionnaires à travers le monde.

L'Independent Labour Party a élevé à différentes reprises sa protestation ; déjà plusieurs de ses militants se sont rendus en délibération pour enquêter sur le sort des antifascistes emprisonnés.

Aujourd'hui les journaux nous apprennent qu'un de ses membres Mc Govem, député, mandaté par son parti se rend à Barcelone auprès de Negrín pour réclamer une amnistie complète de tous les emprisonnés antifascistes, afin de permettre que le Front antifasciste qui s'était constitué au lendemain du 19 juillet pût se reconstituer.

L'avenir de la lutte en Espagne dépend.

Rejoignons-nous de ces protestations, et continuons notre action pour que cesse cette ignoble répression qui ne profite qu'à France.

Le gouvernement stalino-bourgeois de Negrín doit comprendre que tous les véritables révolutionnaires sont décidés à dénoncer devant la classe ouvrière internationale sa criminelle politique.

ETRANGES SYNDICALISTES...

Au congrès de l'U.G.T. de Catalogne, des délégués demandent la suppression du contrôle syndical

On sait que la direction de l'U.G.T. de Catalogne est à peu près complètement dans les mains du P.S.U.C. Celui-ci y continue sa politique de réaction sociale et de recul révolutionnaire.

Un congrès de l'U.G.T. qui s'est tenu ces temps derniers à Barcelone, un nommé Ruiz Ponsetti a proposé que soient substitués aux délégués des syndicats dans les usines, des délégués de fabriques qui « défendent les intérêts ouvriers devant les conseils d'entreprises ». Cette proposition démagogique consistait en fait à éliminer de l'entreprise le contrôle des syndicats.

Elle fut brisé le lien qui unit entre elles les différentes entreprises d'une même branche. Il est à noter que les délégués — à part ceux des techniciens qui sont parfois des anciens patrons — ont repoussé la proposition. C'est un signe au recul de l'influence stalinienne.

Mais il y avait une autre signification à la proposition. Il s'agissait également de déroger le pouvoir économique et social de la C.N.T. en Catalogne. Il est clair dit la C.N.T., organe de la Confédération, dans son numéro de 17, que c'était en fait une plate-forme d'agitation politique et sociale dirigée contre la C.N.T. Et le journal ajoute : « Si le congrès de l'U.G.T. avait accepté ce projet, dans chaque centre de production de Catalogne eussent surgi les plus lamentables querelles entre les travailleurs de l'une et l'autre organisation syndicale. »

On peut constater une fois de plus la besogne de division de ces soi-disant dirigeants du prolétariat, à qui, dit justement C.N.T., « les ouvriers, « la base », « la masse » viennent de donner une leçon significative. »

Voici l'honnêteté de la Tchéka communiste et des cas semblables sont extrêmement nombreux.

Derrière les grilles de la contre-révolution

Cette Tchéka communiste : une bande de voleurs et d'assassins qui poignardent la révolution.

Derrière les grilles, je relaterai cependant son œuvre néfaste, parce que la dénoncer, c'est démasquer la tromperie la plus colossale et la plus révoltante trahison qui aient eu lieu contre le prolétariat. Je révélerai la nature de cette contre-révolution et ses sympathies ouvertes pour les éléments fascistes et bourgeois, ainsi que nous pouvons l'observer et que nous voyons tous les jours dans cette prison, on libère le fasciste.

STATISTIQUE SIGNIFICATIVE A LA « LECHERA »

Dès que la Tchéka commence à fonctionner ouvertement, l'on note tout de suite les résultats de son œuvre : les prisons ne suffisent plus, il fallait en créer de nouvelles. L'hôtel Falcon transformé en prison en est une. La Lechera en est une autre. Il y en a une douzaine de plus, publiques et clandestines. Elles sont toutes pleines de révolutionnaires ; avec le nombre des prisonniers augmentent les forces répressives de la Tchéka. Des milliers et milliers de gardes d'assaut, indicateurs, espions, provocateurs, envahissent tout, occupent tout. L'on dégénère à coups de revolvers les ouvriers de leurs organisations, pour y mettre cette bande, ces canailles. Pour les consciences libres, pour les révolutionnaires, l'air est chaque jour plus irrespirable.

C'est une tragédie pour le peuple espagnol, la peste stalinienne a pris racine dans ce sol baigné de tant de tragédies déjà. C'est le pire qui pouvait arriver à côté de la tragedie de Franco. Deux tyranies qui se finissent avec cette peuple brave, héroïque, idéalistique.

Après m'avoir emmené au quartier général de la Tchéka, calle del Angel, si tristement fameuse, l'on m'emmène à la préfecture. Après un interrogatoire purement de formalité, l'on m'envoie à la Lechera. Deux jours plus tard, à une heure du matin, l'on me fit interroger par un commissaire. A ma demande de la cause de ma détention, le commissaire me déclara qu'il n'y avait aucune inculpation spécifique contre moi, que l'on me mettrait en liberté le même jour. Après un mois, je suis toujours incarcéré.

Entrant à la Lechera, je trouvais 42 prisonniers. Durant la nuit, le chiffre montait à 96. De ceux-ci, il y avait 60 de la C.N.T.-F.A.I. et des Jeunesse Libertaires, deux de l'Estat Catala — l'un offrit à l'un de ceux-ci d'entrer dans la Tchéka (qui qu'il soit ici comme spéléateur) quelques-uns de l'U.G.T. comme déserteurs, accapareurs, etc., quelques-uns sans parti et un du P.S.U.C. pour port illégal d'uniforme. Les libertaires étaient là pour leur affiliation à leurs organisations et pour avoir traité les fics de quelques noms peu plaisants à entendre. Pour la même raison, une douzaine de camarades femmes étaient détenues dans les cachots de la préfecture. Parmi les hommes, il y a six mutilés de guerre.

CEUX QU'ON NOMME LES TRAVAILLEURS DE L'U.G.T. ET DU P.S.U.C.

Quelques jours après mon arrivée à la Lechera, les prisonniers étaient déjà 143. Les derniers entrés furent 26 « alpinistes », deux jours avant il en était entré 24. On appelle ainsi les déserteurs qui cherchent à passer en France en traversant les Pyrénées.

Qui sont ces déserteurs ? Leurs vêtements le disent tout de suite : s'ils viennent en chaussures, avec de pauvres vêtements et des malles calles, ils sont de la C.N.T. ; s'ils arrivent avec de bonnes chaussures, de beaux vêtements et les mains fines ils sont de l'U.G.T., du P.S.U.C. et autres partis républicains. L'aspect ne trompe jamais. Vous pourrez parfois en trouver un de la C.N.T. bien vêtu (l'administration des Industries a créé des bureaux), mais ce qui serait rare à Barcelone c'est de trouver des gens du P.S.U.C. en chaussures et les mains calles. Tout le monde s'étonnerait.

Il y a deux espèces de déserteurs : les anarchistes et les autres. Les anarchistes sont les quelques-uns — rares en vérité — qui pensent que la guerre doit maintenant se faire à la contre-révolution de l'arrière ; et les autres un nombre toujours croissant appartenant à l'U.G.T. et au P.S.U.C., à la Espana et à l'Estat Catala, par frousse ou sympathie au fascisme. Ceux des anars qui ne se présentent pas à l'appel restent à travailler pour la guerre dans les ateliers, les autres se sauvent en France et parfois certains retournent de là chez Franco. Il y a aussi une troisième catégorie, les étrangers qui furent des brigades internationales, moins par fatigues que pour ne pas supporter davantage les méthodes autoritaires et canailles du commandement communiste. Nous entousiasmés en Espagne, ils s'en retournent haïssant à mort les communistes. A la Lechera vinrent un Allemand, deux Français et trois Anglais. Les Anglais me contèrent leur histoire de neuf mois de front sans un jour de permission à l'arrière pour ceux qui ne soumettaient pas complètement aux volontés du parti communiste ; ils ne voulurent pas se laisser tromper par la systématique campagne antianarchiste que les leaders leur faisaient.

Par ordre de la Résidence supérieure, le village subissait des peines « collectives » exceptionnellement graves ; tous les habitants durent porter pendant dix ans le deuil du résident Bardez, dix ans de cérémonies rituelles rendues aux mères de l'ex-résident ont coûté 500 piastres (5.000 francs) par an aux habitants de Krangléou déjà lourdement imposés.

Le nom de Krangléou fut changé en Dérechan qui signifie animal sauvage. C'était ajouter à la punition matérielle, une peine infamante quasi-religieuse s'étendant à perpétuité aux générations à venir.

Sur les quinze condamnés, quatre ont été libérés après extinction de leur peine. Les onze autres gémissent à cette heure encore au bagne de Poulo-Condore.

Nous demandons :

1° L'amnistie immédiate et totale pour tous ces condamnés, qui attendent toujours avec angoisse leurs familles nombreuses et privées depuis douze ans de soutien matériel et moral ;

2° La suppression des tribunaux résidentiels, la suppression de la Justice cambodgienne créée par le résident supérieur Baudouin en 1926 après l'affaire Bardez pour permettre à l'administration française du Protectorat d'accaparer toute la justice qui, à son avis, se serait montrée trop peu zélée dans cette malheureuse affaire ;

3° L'épuration administrative destinée à préserver les populations indigènes des exactions des hauts fonctionnaires français.

4° La suppression des peines collectives, englobant pèle-mêle innocents et coupables, femmes et hommes, enfants et vieillards, vivants et morts ;

5° La réhabilitation solennelle du village de Krangléou et l'exonération des impôts, à titre d'indemnité, pour ses habitants.

(à suivre.) Un emprisonné

L'OPPRESSION COLONIALE EN INDOCHINE L'AFFAIRE BARDEZ

Depuis douze ans, des malheureux attendent l'amnistie et la fin d'un drame provoqué par les exactions de l'administration coloniale

pouillier le résident ; d'après la défense, l'émeute était provoquée au contraire :

1° Par une imposition trop lourde ; 2° par des violences de langage et de gestes du résident Bardez un jour sacré et dans les lieux saints ; 3° par le renement de sa parole donnée (de relâcher les contribuables après le versement des impôts) ; 4° par son caractère brutal connu des indigènes.

Naturellement, l'instruction faite par un résident, adopte la version du banditisme.

Après un mois de débats, il fut prouvé par un arrêt de la Cour qu'il n'y avait pas eu de vol qualifié vu que le cadavre de Bardez a été trouvé avec sa montre et sa chaîne en or et, dans sa poche, 250 piastres en billets de banque. (Déposition de M. Chassaing, inspecteur des affaires politiques, témoin à charge).

La Cour était, comme aujourd'hui, composée de trois magistrats français et de deux assesseurs cambodgiens. (La carrière des magistrats dépend du Gouvernement général, celle des assesseurs dépend de la Résidence supérieure). Les assesseurs indigènes étaient deux gouverneurs qui, par la suite, ont mal tourné l'un d'eux, Hos-Yea, a été condamné à dix ans de prison pour détournement de deniers publics et concussion, puis gracié au bout de cinq ans de peine.

Le verdict : deux condamnations à mort : celles de Oum Chnoum et de Péou, treize condamnations aux travaux forcés, les unes de 10 à 15 ans, les autres à perpétuité.

Quatre acquittements.

Le président de la Cour a signé immédiatement après le verdict une demande de commutation des peines adressée au président de la République, appuyée par un avis favorable de la Résidence supérieure qui craignait un soubresaut d'indignation populaire.

Les deux condamnations à mort ont été commuées en travaux forcés à perpétuité.

Avant le verdict, Péou que l'administration considérait comme le principal cou-

pable et qui avait fui, a été fusillé à bout portant par un sbire chinois. La tête de Péou avait été mise à prix pour 500 piastres et rapportée toute sanglante dans une cage, en tournée triomphale à Kompong Chhnang.

Par ordre de la Résidence supérieure, le village subissait des peines « collectives » exceptionnellement graves ; tous les habitants durent porter pendant dix ans le deuil du résident Bardez, dix ans de cérémonies rituelles rendues aux mères de l'ex-résident ont coûté 500 piastres (5.000 francs) par an aux habitants de Krangléou déjà lourdement imposés.

Le nom de Krangléou fut changé en Dérechan qui signifie animal sauvage. C'était ajouter à la punition matérielle, une peine infamante quasi-religieuse s

Du pamphlet de Boukharine à la main tendue

Voici sept ans, paraissait une brochure éditée par le bureau d'édition, situé alors au 132 du faubourg Saint-Denis, diffusée par le Parti communiste et intitulée :

« Réponse au Pape. Le Pamphlet de Boukharine. »

Cette brochure de 10 fr. 50, tirée à de nombreux exemplaires, est encore aujourd'hui d'actualité. Bourrée de vérités historiques, son auteur, membre influent du P. C. de l'Internationale Communiste, du Comité Révolutionnaire, ne cachait pas sa pensée. Tous les ouvriers qui considéraient l'Eglise comme une maison d'abrutissement des cerveaux, lisaient et relisaient le « Pamphlet » de Boukharine. Il était l'expression de la lutte contre un des agents (et non des moindres) du capitalisme outrancier.

Je rappellerai certains textes de cette brochure pour comparer ensuite l'antiféodalisme d'alors, à la politique de la main tendue aux catholiques d'aujourd'hui.

Critiquant l'Union anticomuniste internationale, l'auteur écrivait (page 1 et 2) :

« Cardinaux romains et faux monnayeurs géorgiens, généraux des différents états-majors et prêtres des différents dieux et Eglises, lords britanniques et usuriers français, grusses bedaines américaines et évêques de l'Eglise anglicane, sénateurs de Washington et ducs suédois, professeurs et cocottes, siccaries de la police et jusqu'au Saint-Père de Rome en personne, le représentant des apôtres et de Dieu, le prince infaillible de l'Eglise, tous prêchent « la vraie croisade spirituelle de la civilisation contre la barbarie. »

« Et voilà que l'heure de la vengeance a sonné. Le pape puise avec zèle dans les colonnes de la pire presse boulevardière les horreurs sanglantes inventées par les plumeurs et dont le troupeau des bourgeois se gavait à en vomir ; il dresse le bilan des prêtres martyrisés, donne la bénédiction à ses guerriers, condamne « les oppresseurs de la religion » et s'élève vraiment à des hauteurs vertigineuses de l'emphase historique. Ah ! comme il s'en donne à cœur-joli !

« Les organisateurs de la campagne athée et du front antiréligieux veulent avant tout faire dégénérer la jeunesse en profitant de sa naïveté et de son manque d'expérience. »

Rappelant les « papiers d'identité et historiques » de Sa Sainteté, l'auteur écrivait (pages 3 et 4) :

« Vers le milieu du neuvième siècle, surgit une foule de documents faux, parmi lesquels ce que l'on appelle les « Fausses Décrétales », qui furent propagées avec le plus grand zèle. Ces collections de décrets falsifiés attestèrent que le pape était, ni plus ni moins le « souverain du monde entier ». Cette falsification crapuleuse fut démasquée comme telle. »

« Ainsi déjà au point de départ de l'existencie papale, il y a du sang et de l'ordure, de la guerre et la falsification, qui souillent de leurs éclaboussures tout le développement ultérieur de cette triste institution. »

« Les Saints-Pères se sont créé une vaste théorie scolaïque qui, pareille à un étan, serre dans ses bras de fer rouillé les cervaux malheureux de tous les serviteurs de l'Eglise catholique. »

Puis citant la théorie formulée à la fin du treizième siècle, par Thomas d'Aquin dans sa « somme théologique » et dont la lecture fut décidée obligatoire par l'encyclique du pape Léon XIII, le 4 août 1879, l'auteur écrit (page 5) :

« Or, ce qu'avons-nous dans cette doctrine quant à la tolérance, la liberté de conscience et autres bonnes choses dont s'arme maintenant Pie-le-Courageux : « L'hérésie est un péché pour lequel le cou-pâtre doit non seulement être excommunié, mais éloigné de ce monde par la mort. »

« Les papes avec leur Inquisition, leurs Jésuites, leurs « croisades », leur sauvegarde extérieure d'« hérétiques », avec leur avidité, leur débauche, leur vénalité et leurs intrigues ne sauront esquivier le tribunal impartial de l'Histoire. »

Puis, rappelant les méthodes de civilisation de l'Eglise, l'auteur continue (page 6) :

« L'Eglise catholique a sévi dans presque toute l'Europe par le fer et par le feu. Elle a, de plus, pareille à une sauterelle vorace, étendu ses pattes sur le monde entier, elle a été l'instigatrice des bestialités dans les colonies, elle a sévi comme assassin des peuples, et cela d'une manière d'autant plus ignoble qu'elle a couvert les orgies sanglantes du capital commercial du manteau de « l'amour et de la miséricorde ». »

« Mais les châcals papaux, à commencer par les petits goutts de l'inquisition, les mouchards, les messagers, les dénonciateurs, les « bravi », jusqu'aux « grands inquisiteurs » et « généraux » de l'Ordre des Jésuites, jusqu'aux évêques et papes eux-mêmes, continueront à vivre dans le cœur de l'humanité comme souvenir nauséabond des cruautés de la barbarie historique. »

(Pages 7 et 8) : « La Sainte-Inquisition, dont le nom est devenu une insulte odieuse, cet instrument puissant aux mains des papes, qui a élaboré un système raffiné de tortures morales et physiques : l'épreuve de l'eau, l'écartlement, les bûchers, la suspension au cou de la victime d'un sac rempli de poudre (perfectionnement technique appliqué après la découverte de la pouddre), c'est-à-dire la combinaison du bûcher avec le faire-sauter en l'air ; les instruments de tortures en fer, en acier et en bois, qu'il fallait pour ces ignominies, quelle émanation lugubre et sanglante n'exhalent-ils pas, tous ces actes honorables des vénérables pères de l'Eglise ! »

L'historien J. Boehmer, très favorable au jésuitisme, écrit : « Ses rangs commencent à se compléter presque exclusivement des couches de l'aristocratie au pouvoir, de la richesse et du monde cultivé. Il va de soi que, comprenant l'élite de la société, l'Ordre est largement subventionné... Le peuple ne le désire nulle part, bien que partout où l'Ordre a déjà pris racine, le peuple admette qu'il le secoue. »

Critiquant les accusations lancées par l'Eglise contre le communisme qui corrompt la jeunesse, combat le progrès, la science, Boukharine écrit (page 11) :

« Les bolcheviks imposent la jeunesse quand ils la mènent dans la lutte contre la superstition médiévale. Mais les papes et jésuites romains « éduquent » la jeunesse en faisant des cadavres. »

« Les bolcheviks enseignent le péché à la jeunesse ! Et le « péché mortel » est le matérialisme. »

Puis, parlant des vols et des raptifs de l'Eglise au profit du capitalisme, l'auteur écrit (page 17) :

« La lutte pour la « terre sainte », la lutte pour la conquête des colonies (sous le mot d'ordre de la lutte pour le christianisme). Ils ont accompagné les campagnes de brigandage des pillards espagnols et portugais en Amérique et aux Indes ; ils se sont rendus en Afrique et en Chine et ont préparé l'esclavage des colonies ; ils se sont servis de toutes les méthodes ; ils ont pris la part la plus directe aux massacres ; ils ont brûlé et massacré des villages entiers de païens ; ils se sont fait passer eux-mêmes comme des « semi-païens » pour gagner la confiance des mécréants, ils ont menti et simulé, ils ont organisé des croisades et des expéditions commerciales de brigandages, en récoltant la haine des indigènes et la sympathie qui a fait pourrir, en premier lieu, quelques générations de papes. »

S'éllevant contre les accusations de l'Eglise, « de la morale piétinée par les bolcheviks », l'auteur conclut :

« Oui, nous piétinons la moralité des papes. Notre jeunesse, et avant tout ses déchets prolétariens, fera tout son possible pour que la terre ne produise plus jamais et nulle part, des monstres aussi venimeux que les Sixte, Léon, César et Alexandre. »

« Le pavillon du pape est le drapeau de la contre-révolution capitaliste, le drapeau de l'assujettissement de la classe ouvrière et des pauvres de tous les pays, le drapeau de nouvelles luttes sanglantes au nom du capital. »

Parlant des buts des ouvriers soviétiques, Boukharine écrit :

« Ils préparent la route de l'éducation d'une nouvelle société socialiste où il n'y aura ni capitaliste, ni exploitation, ni pape. A bas le capitalisme ! A bas le pape et tous ses archevêques ! »

La brochure se termine enfin par un appel au Parti Communiste, rédigé ainsi :

« A tous les travailleurs !

« Pie XI et le socialiste Rosenfeld, Tardieu et le travailleur Mac Donald, Mussolini et le social-fasciste Müller, Plisudski et le socialiste de « gauche » Léon Blum, tous sont unis dans une haine commune contre l'Union Soviétique. »

« Travailleurs ! Opposez à ce bloc antisoviétique, votre front unique de classe !

« Montez la garde autour du pays des Soviets menacé par les impérialistes et leurs valets socialistes !

« Obligez-les, par la lutte, à mettre bas leurs pâtes devant l'U. R. S. S. »

Autre temps, autres meurs ! Le 26 octobre, Thorez prononçait un discours sur la politique de la main tendue aux catholiques, abaissant définitivement le voile, qui recouvrait encore la marchandise. Que de changements en peu d'années ! Et quelles arguments ! Le principal est la nécessité de l'union entre les Français pour lutter contre le fascisme international. Qu'importe si ces Français sont eux-mêmes croix de feu, qu'ils importe s'ils viennent d'horizons politiques opposés, le principal est de faire (comme me le disait un camarade de travail) des adhésions et partout de réaliser l'union de la nation française.

Thorez donc, pour obtenir ces résultats, recommande « la main tendue ». Il donne des citations d'auteurs prolétariens, petits-bourgeois, de prêtres et de papes. Il cite des écrits de Lénine (qui selon mon camarade déjà cité, était et serait resté trop anarchiste) dont l'un dit : « Proclamer la guerre à la religion, comme tâche politique du parti ouvrier n'est qu'une phase anarchiste. Lénine à l'époque où il écrivit « comme tâche du parti communiste » seul partit qu'on lui connaît et dont il fut le chef depuis 1917.

Puis, Pie XI, pape comme tous les papes, ni meilleur ni plus mauvais que ses prédécesseurs, est pris en exemple et certains de ses écrits sont montés en épingle, pour les besoins de la cause, ce qui permet à Thorez de s'écrier que : « Pie XI était contre la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains de quelques individus », paroles révolutionnaires, affirme-t-il !

Elles l'étaient, en effet, mais pour les besoins de la cause, dans l'espérance que la Russie Soviétique n'abolirait pas les privilégiés du clergé, mais comme Lénine quoi qu'on dise, considérait l'Eglise comme un rouage nuisible à l'émancipation du prolétariat, il décidait la fermeture des lieux saints, ce qui faisait écrire à Paul Scheffer dans le Berliner Tageblatt du 14 février 1930 : « La forme de l'Eglise orthodoxe fut brisée par la révolution de 1917. Après une préparation millénaire, le moment de l'unification des deux grandes communautés chrétiennes semblait être venu, l'une se trouvant alors apparemment sans direction... L'espérance que l'unification deviendrait possible dans l'Etat Soviétique, doit être considérée comme un motif capital de l'attitude tolérante et tenacement patiente de Pie XI vis-à-vis du régime bolchévique. Cet espoir est maintenant définitivement enterré, du moins tant que durera l'Etat Soviétique. »

A la suite de ces déceptions, Pie XI levra le bouclier contre « la morale piétinée par les bolcheviks ». Le jeu des citations est souvent néfaste à celui qui les emploie, mais il laisse cependant croire pour un moment à la véracité des déclarations lancées pour des besoins momentanés. Peut-on également oublier que ce sont les papes qui lançaient les Russes Blancs à l'attaque contre les révolutionnaires sous le couvert de la croix, peut-on oublier que c'est le clergé qui menait les phalangistes espagnols à l'attaque contre les républicains, peut-on oublier que chaque jour, dans les rues des

REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

VENDREDI 26 Paris III-V*

Salle des J. L. R., 10, rue Dupetit-Thouars :

LA PATRIE, CE MENSONGE

Orateurs : Doutreau, Patorni.

SAMEDI 27 Valenton

Salle du Coteau, à 20 h. 30.

CONTRE LES 2 ANS ET LE MILITARISME

Orateurs : Servant, Ringeas, Barzange.

Bicêtre

Salle du Bas, Mairie de Bicêtre, à 20 h. 30.

LA RELIGION, OPIUM DU PEUPLE COMMENT LES ANARCHISTES TENDENT LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Patorni, Doutreau.

Entrée : 0 fr. 95.

MERCREDI 1 Bicêtre

ateliers du Métro

17 h. 30, au Chat qui fume, 6, avenue de Fontainebleau.

CE QUE SONT ET CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateur : Frémont.

Paris XX*

A 20 h. 30, chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant.

LA FRANCE AUX FRANÇAIS ?...

Orateur : Aurèle Patorni.

JEUDI 2 Villeneuve-S-Gor.

Salle Ollivier, à 20 h. 30.

CONTRE LES 2 ANS ET LE MILITARISME

Orateurs : Goudry, Servant.

SAMEDI 4 Paris XIII*

A 20 h. 30, Salle Cambrenus, bd Arago.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Ringeas, Servant.

CHEZ LES CHEMINOTS

Justice totale pour les victimes des magnats du rail

Le syndicat des Cheminots de Paris-Nord avait organisé le mercredi 10 novembre un « grand vin d'honneur » à l'intention des réintégros pour fêter « la victoire obtenue contre la bourgeoisie et le patronat du rail ».

L'invitation ajoutait que c'était en même temps pour prendre contact et resserrer les liens de fraternité entre ceux qui resteront dans les services et les jeunes venus depuis 1920.

Le curiosité autant que l'étonnement avait amené un assez grand nombre de réintégros, hommes et femmes : tous savaient comment les réintégros avaient été obtenus avant la fusion, sans que les deux fédérations d'alors y soient pour quelque chose et personne ne pouvait considérer comme une victoire l'annulation votée par le Sénat qui n'acceptait même pas de rendre obligatoires les réintégros de stagiaires.

On ne peut en effet, décentement, considérer l'annulation comme une victoire, quand nos vieux camarades touchent une pension différente de 1 à 4 francs par jour, quand ceux qui n'avaient pas atteint 15 années de versement n'ont pas été autorisés à les compléter pour ne pas avoir droit à leur proportionnelle, quand des veuves et des orphelins continuent d'être victimes de l'exercice d'un droit sanctionné par la loi de 1884 et tanc que les réintégros n'auront pas été remplacés pour la détermination de leur droit à pension, à égalité avec leurs camarades réintégros du réseau Etat et qui subsistera dans leur cœur un trou de quatorze années.

C'est ce que fit remarquer notre vieux camarade Thys qui malgré ses 70 ans n'avait pas craint de se déplacer pour venir nous dire ce qu'il pensait de l'action syndicale et fédérale.

Il décocha quelques flèches acérées à l'attention de quelques bien placés de notre fédération et la compara au ministère des Travaux publics : en effet, il eut son franc parler et nous fit revivre un moment du syndicalisme indépendant, osant dire ce qu'il pense, même quand cela ne doit pas faire plaisir.

Il se peut que les représentants de la Fédération et du Syndicat ne furent pas très satisfaits, en revanche, tous les révoqués marquèrent leur approbation par des applaudissements unanimes, qui n'étaient pas de commande, aux justes paroles qui furent prononcées par notre camarade.

Il y a longtemps que le premier contact eut lieu avec nos camarades dirigeants, ils connaissent nos revendications : elles restent entières ; si l'on veut sincèrement « resserrer les liens de fraternité », il faudra faire un peu plus pour les révoqués que l'on n'a fait jusqu'à ce jour et l'annulation pourra alors être considérée comme une victoire.

villes et des campagnes françaises, nous rencontrons des formations boy-scouts dirigées par des prêtres et qui sont des formations de choc au profit du fascisme contre le prolétariat et que les deux exemples cités par Thorez relatifs à de « bons vœux de province », sont des exemples de 2 sur 1.000.

Ces rares exceptions ne suffisent vraiment pas à rendre l'ensemble acceptable.

CAROTTE.

Le slogan « Jeunesse à l'œuvre » est devenu une réalité dans les établissements scolaires et universitaires, où l'on voit de plus en plus de jeunes communistes qui sont dans les organisations d'avant-garde, les jeunes S. F. I. O. peuvent reprendre leur position traditionnelle qui au point de vue politique même facilement au pouvoir.

Pour un observateur objectif, la position de notre organisation semble tenir ainsi compte des erreurs de la jeunesse communiste ex-révolutionnaire et de la jeunesse socialiste à démagogie révolutionnaire

PARIS-BANLIEUE

PRENDRE NOTE

Dorénavant, toutes les communications de Paris-banlieue et Voix de Province devront être adressées à ROLLET au *Libertaire*. Comme par le passé, elles devront parvenir avant le lundi midi et être timbrées du Groupe.

(N'écrire que d'un seul côté de la feuille et à l'encre.)

I^e ET II^e

Les camarades des 1^e et 2^e arrondissements sont prêts d'être tous présents, ainsi que les sympathisants, à la réunion qui aura lieu, vendredi 26 novembre, à 20 h. 30, 21, rue de l'Arbre-Sec.

Au moment où le P.S.F. et son bulletin des baisses font un travail de propagande énorme, il serait bon de se servir les coudes, il y a des affiches à coller des journaux à vendre, des tracts à distribuer.

Nous ne devons pas nous détourner en voyant notre faiblesse ; pas une abstention vendredi ; tous les révolutionnaires doivent être là pour aider ceux qui sans cesse payent de leur personne.

Eustache.

V^e ET VI^e

C'est devant une trentaine de camarades que le groupe du 5^e arrondissement, vendredi 19, chez Vincens, une causerie éducative ; les camarades Ringeaux et Frémont nous firent tour à tour un long exposé sur « Ce que veulent les anarchistes ».

Plusieurs copains ont demandé quelques précisions à Frémont qui leur a répondé chaque fois avec bonne humeur et courtoisie.

La causerie a été terminée vers minuit, une petite collecte a été faite au profit du groupe, et a rapporté une vingtaine de francs.

Camarades, le groupe de l'U.A. des 5^e et 6^e rappelle encore une fois que ses causeries continueront au moins une fois par mois, y sont donc discutés différents sujets intéressants tous les camarades.

Nous vous demandons d'être toujours nombreux à nos réunions et à nos adhésions d'amener nos sympathisants ; ici, un gros travail est à faire et nous devons profiter du moment favorable.

Pour les réunions voir la « Vie de l'U.A. ».

Le Groupe.

XI^e ET XII^e

A l'appel récent de la Jeunesse Anarchiste des deux groupes du 11^e et du 12^e, plus de vingt camarades ont répondu en assistant à la causerie sur le rôle de l'Union Anarchiste.

Il est à constater que la réunion n'a été annoncée que par le « Libertaire », ce qui prouve bien que nous avons un noyau de sympathisants qui ne tendent qu'à devenir militants.

Nous comptons donc sur tous ceux qui sont venus le 12 novembre et aussi sur ceux qui auraient pu être empêchés.

Grâce à notre action constante, nous donnons à notre quartier, un rôle utile ; nous savons démontrer aux ouvriers que leur voie de salut n'est pas dans la patrie, mais dans la Révolution.

Donc, camarades, pas d'hésitation, pas de quelles intimités, ni de questions de « chapelles », un seul mot d'ordre : « Union contre tous les fossoyeurs de la Révolution. »

Tous, vendredi 26 « A la petite Chope », 6, rue Saint-Bernard.

ASNIERES

P. E. L.

L'Espagne révolutionnaire agonise par l'indifférence du prolétariat, c'est un fait.

Le Groupe d'Asnières ait donc organisé, vendredi 19, une réunion, 8, rue des Mourinoux, afin de remettre un peu cette indolence.

Malgré l'absence des représentants des partis politiques de gauche d'Asnières, amicalement invités et avec quelques-unes controverse utile auraient pu se faire la réunion groupant soixante personnes, fut un succès.

Le camarade Coudry fit l'exposé de la situation en Espagne révolutionnaire montrant avec précision la façon dont on peut sauver le prolétariat espagnol.

Le camarade Patorni fit ensuite le point sur la non intervention à sens unique et les raisons financières qui poussent les démocraties européennes à trahir la cause du prolétariat espagnol.

Nos orateurs furent longuement applaudis et eurent la sympathie unanime de la salle. En somme, bonne réunion.

CHAMPIGNY J. A. C.

Les Jeunesse de Champigny constatent que le front populaire, apportant à son début de grands espoirs et quelques réformes partielles, n'a pu améliorer les conditions sociales du maître ouvrier, et que celui-ci est obligé de se soumettre à la politique opportuniste de ses dirigeants, politique néfaste, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. Cet oppo-

sition défaillante, en effet, la lutte contre le grand ennemi de la classe ouvrière, le capitalisme, son seul véritable ennemi. Aussi, pour reprendre celle-là, la lutte de classes, les Jeunesse de Champigny ont constitué un groupe de la J. A. C. leur permettant, le cas échéant de passer à l'action directe, véritable arme du prolétariat.

Nous faisons appel à toutes les jeunesse de Champigny pour qu'elles viennent se joindre à nous.

Raymond Aberard.

COLOMBES

Les bobards d'un menteur

Pour ne pas laisser trop pénétrer parmi les chômeurs les bobards mensongers à l'adresse des exclus, il suffit d'y répondre par la vérité, avec preuves à l'appui. Lorsque la précédente C. E., dont étaient membres un certain nombre d'exclus a remis sa démission, la caisse n'était pas de 13 francs, comme veut bien le clamer un jockey, mais de plus de 200 francs. Le constat fut fait en double, dûment signé par quelques démissionnaires et par le contrôle, dont quelques membres font partie de la C. E. actuelle. En plus, 1.300 francs se trouvaient au centre syndical, à la disposition, comme prêt, des chômeurs ayant repris le travail, et, d'autre part, 1.340 francs étaient en dépôt ailleurs. Nous parlerons de ce dépôt dans un prochain article, cette question se rapportant à l'escroc de 200 francs auquel fait allusion le calomniateur.

Au moment où des demandes de secours sollicitées par des chômeurs parvinrent à la C. E. actuelle, la caisse était vide. Le trésorier (encore en disponibilité parmi nous) avait perdu 200 fr. dès la reconnaissance de l'encaisse citée plus haut. Ayant été mis au courant, ce fut une raison d'interroger le secrétaire dans une réunion où il s'était procuré l'argent pour les secours, ceux-ci ayant été accordés aux demandeurs par la C. E., sans en avoir referé à l'A. G. Ce fut une question assez embarrassante.

Enfin, puisqu'il faut être parfois brutal dans nos justes déclarations, je faisais remarquer que le trésorier alla jusqu'au manque de pudeur en sollicitant les suffrages des chômeurs, alors qu'il avait sur la conscience une perte d'argent appartenant à ces derniers et n'en avait pas référé à la Commission de contrôle (cela fut reconnu par l'intéressé lui-même).

Tout ceci mis au point, si c'est avec de tels procès qu'on espère nous disséquer, ce n'est pas encore à la yelle d'être fait, que les ca-

lomniateurs continuent dans la même voie ; les faits dévoilés par écrit seront alors très intéressants.

L'Exclu.

COURBEVOIE-LA GARENNE

Devant le manque de résultats positifs du groupe de synthèse anarchiste constitué il y a quelque temps, nous allons former un groupe d'adhérents à l'U.A.

Nous demandons à tous les adhérents et sympathisants de l'organisation, d'être présents à la réunion le vendredi 26 novembre, à 20 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau, Courbevoie.

Nous envisagerons le travail à effectuer dans la localité et prendrons nos dispositions pour le mener à bien envers et contre tous.

A. Lagier.

MONTGERON-YERRES-BRUNOY

Devant la première fois, à Brunoy (municipalité réactionnaire), la parole anarchiste s'est faite entendre vendredi dernier.

Devant une cinquantaine d'auditeurs, presque tous « Front populaire », nos camarades Servant et Doutreau ont exposé la position de l'U.A.

Servant s'est surtout préoccupé de montrer à l'assistance la trahison des partis politiques d'extrême gauche et l'attitude équivocue de la Russie vis-à-vis de l'Espagne prolétarienne.

Doutreau, dans un langage imagé, a fait littéraire de toutes les calamités déversées sur notre comté et a prononcé une violence diatribe contre la propriété et la patrie.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30.

VOIX DE PROVINCE

FÉDÉRATION LYONNAISE

L'assemblée générale de la Fédération Lyonnaise a eu lieu le vendredi 19 novembre, à 20 h. 30, au siège, 212, rue de Crémieu. Après le rapport moral et financier, Laverdi fit le compte rendu du congrès de l'Union anarchiste. Au sujet des groupes d'usines les groupes en discuteront. La réponse au référendum sera donnée au prochain C. I.

Les camarades Perrette et Marneuf posèrent de nombreuses questions au sujet du congrès. On décida, le temps manquant ce soir-là, de remettre la création du Comité local S. I. A. à une prochaine réunion où les responsables seront désignés. En attendant, le camarade Morat accepte de recevoir les colis à l'adresse suivante : café Mathieu, 232, rue Paul-Bert, adresse qui est provisoire.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

Le prochain C.

**En juin,
seuls les fonctionnaires
n'ont pas recouru
à l'action directe.**

Résultat :
ils sont encore à
attendre les promesses
du Front Populaire
Le comprendront-ils ?...

Les politiciens en action

Il fallait s'y attendre. Au moment où, dans la plupart des corporations, les discussions vont s'engager avec le patronat pour de nouvelles conventions collectives, les politiciens commencent à s'agiter. C'est à celui qui — dans ses articles — sera le plus du côté de la classe ouvrière. Quitte, le lendemain, à voter la confiance au gouvernement même s'il se dresse nettement contre cette classe ouvrière.

Les champions de ces exercices acrobatiques, sont, sans contredit, les représentants du grand parti des mains tendues. Menant sans vergogne, stakanovisant l'impuissance et la mauvaise foi, ils voudraient se faire passer pour les défenseurs des ouvriers.

En réalité, ils n'ont qu'un seul but : Prendre les adhérents du « parti frère », ce que Treint appelaient : « plumer la volaille socialiste ». Exemple : M. Croizat

Dans l'Union des Métaux, d'octobre 37, Croizat, réclamant : Des garanties contre l'arbitrage, déclare que « si ses amis et lui ont ratifié la loi sur la reconduction des conventions collectives, c'est parce qu'ils avaient reçu de Jules Moch et du gouvernement Léon Blum, la double assurance qu'un projet de loi sur la réglementation de l'embauchage et du débauchage serait voté par les deux Chambres avant la fin de la session parlementaire de juin ».

Pur et innocent Croizat, qui croyait encore aux promesses ministérielles (en admettant que ces promesses aient été réellement faites).

Pur et oublieux Croizat, qui ne s'est plus souvenu que la reconduction n'était pas seulement subordonnée à la garantie de l'embauchage, mais également à celle des congés payés pour tous, et aussi au maintien de la capacité d'achat des travailleurs.

Pur et étourdi Croizat qui n'a sans doute pas songé qu'étant lui-même élu du peuple, rien ne pouvait l'empêcher de déposer lui-même un

Le libertaire syndicaliste

L'arbitrage obligatoire, arme de trahison de l'action ouvrière

UNE SENTENCE "ÉDIFIANTE"

pour écraser le mouvement ouvrier — le patronat français n'était pas capable de dépasser, un, dix, cinquante, cent millions et même davantage si le besoin s'en faisait sentir.

Mais il est plus utile, pour la démagogie du parti qui tend la main aux catholiques et aux croix de fer ; qui canonise Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et Saint Maurice-le-fils-du-peuple, de laisser croire à l'intervention étrangère. Ça permet de retarder toutes les revendications, du bâtiment, de la métallurgie. Les politiciens (car les politiciens sévissent également dans les syndicats) avaient juré que jamais ils n'accepteraient une sentence arbitrale qui tiendrait pas compte de l'augmentation réelle du coût de la vie. Leur action a consisté uniquement à noyer la protestation ouvrière. Ils ont commencé à retarder le mouvement de protestation en disant qu'il fallait qu'il soit général et ils ont fini par l'enterrer dans un mouvement limité à une heure, à la suite duquel on ne parla plus de rien. Il est probable qu'il en sera de même pour les réclamations des fonctionnaires. Je ne sais pas si, d'ici jeudi, on les amènera à composition. Une seule chose est certaine. C'est que s'ils ne céderont pas et que le gouvernement pose — sur leur cas — la question de la confiance, tous les élus du Front Populaire seront avec le gouvernement. Avec, à leur tête, M. Jacques Duclos.

Et, ils ne manqueront pas — tous ces politiciens — de bonnes raisons pour légitimer leur reculade. Ne serait-ce que « les Cagoulards ». La manœuvre se dessine déjà. Il faut, pour ceux qui ont repris le « slogan » : la France aux Français, que les armements découverts, aient été constitués par les gouvernements fascistes. Et l'on parle, pour prouver que l'on dit vrai, de « l'énormité » des sommes engagées. Comme si

pour écraser le mouvement ouvrier — le patronat français n'était pas capable de dépasser, un, dix, cinquante, cent millions et même davantage si le besoin s'en faisait sentir.

Mais il est plus utile, pour la démagogie du parti qui tend la main aux catholiques et aux croix de fer ; qui canonise Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et Saint Maurice-le-fils-du-peuple, de laisser croire à l'intervention étrangère. Ça permet de retarder toutes les revendications, du bâtiment, de la métallurgie. Les politiciens (car les politiciens sévissent également dans les syndicats) avaient juré que jamais ils n'accepteraient une sentence arbitrale qui tiendrait pas compte de l'augmentation réelle du coût de la vie. Leur action a consisté uniquement à noyer la protestation ouvrière. Ils ont commencé à retarder le mouvement de protestation en disant qu'il fallait qu'il soit général et ils ont fini par l'enterrer dans un mouvement limité à une heure, à la suite duquel on ne parla plus de rien. Il est probable qu'il en sera de même pour les réclamations des fonctionnaires. Je ne sais pas si, d'ici jeudi, on les amènera à composition. Une seule chose est certaine. C'est que s'ils ne céderont pas et que le gouvernement pose — sur leur cas — la question de la confiance, tous les élus du Front Populaire seront avec le gouvernement. Avec, à leur tête, M. Jacques Duclos.

cette sentence. J'ai assisté en tant que syndiquant à ce conseil.

Je ne dévoilerai pas un secret en indiquant que le conseil syndical est divisé en deux camps : la fraction syndicaliste et la section communiste. Après l'intervention de plusieurs membres du Conseil, Toudie prit la parole. Il affirmait que la sentence ne le contentait pas ; il serait assez difficile de dire le contraire, mais que dans les circonstances actuelles, devant le lancer une grève générale dans le bâtiment ou toute autre action, il fallait considérer que la température des ouvriers était assez basse et que tout mouvement général était voué à un échec avec comme conséquence immédiate la descente verticale des effectifs du syndicat. Il demanda s'il y avait possibilité morale de continuer la lutte sur les chantiers en grève, comme propositions pratiques que le vote sur les chantiers des autres entreprises de motions énergiques protestant contre cette sentence et d'envisager une campagne de presse. La moindre proposition financière au cours de ces mesures platoniques aurait beaucoup mieux fait l'affaire des camarades en lutte depuis onze semaines et à la suite de ce conseil Voici quelques extraits qui pourront permettre de juger l'ensemble et l'espri de cette sentence.

Chandler de Bois-Colombes. — Considérant que le travail interrompu à la suite d'un premier conflit, ayant recommandé le 23 août sur le chantier de Bois-Colombes, ces deux délégués se sont opposés à la reprise par la Société Boffrey-Hennebique de trois ouvriers qui n'avaient pas au cours de la grève été fixés pris part à certaines réunions ni participé à l'occupation du chantier, qui à la suite d'une réunion des ouvriers qui votèrent l'exclusion de leurs camarades, ceux-ci demandèrent le règlement de leur compte. Considérant qu'il est allégué qu'en conservant ces ouvriers en congédiement les deux délégués la Société Boffrey-Hennebique a violé le « droit syndical ».

Chantier d'Aubervilliers. — Sur le congédiement de 7 ouvriers, considérant qu'il est allégué que ces ouvriers n'ont pas été congédiés pour insuffisance de rendement ainsi que le prétend la Société B. H., mais parce qu'ils étaient membres du Comité de chantier et militants.

Considérant d'autre part la participation des ouvriers à une réunion du comité de chantier, sans existence légale, leur congédiement n'implique pas la violation d'aucun texte légal ou réglementaire, ni d'aucune disposition de la convention collective.

Considérant qu'il est vrai que ces divers conflits ont provoqué la grève des trois chantiers de l'entreprise. Mais considérant que cette grève a été déclenchée en violation de l'article 1^{er} de la loi du 31-12-36. En conséquence le surtaxe soussigné décide :

« 1^{er} La grève du personnel des Chantiers de Bois-Colombes, de la rue des Poissonniers et de la porte d'Aubervilliers a été déclarée illégale en violation de la loi du 31 décembre 1936.

« 2^{me} Le congédiement des délégués est justifié.

« 3^{me} Il n'est pas de la compétence du surabréte de statuer sur le licenciement des douze autres ouvriers, c'est-à-dire sur des individus qu'une grève illégale n'a pu transformer en différents collectifs.

« 4^{me} Le travail sera repris dans le plus bref délai possible.

Un conseil syndical extraordinaire avec la participation de Toudie fut réuni pour étudier

LEFEUVRE.

Les tâches et les buts des Jeunesses syndicalistes

Le mouvement des Jeunesses Syndicalistes de France prend une extension régulière et normale.

Les encouragements ne nous manquent pas. De toutes parts de vieux militants, et de jeunes syndicalistes, nous recevons des lettres émouvantes pleines de joie et d'enthousiasme.

Ces lettres reflètent la pensée qui préside à nos premières conversations. Les paroles de notre président, me reviennent à l'esprit : « Il n'est pas possible que le syndicalisme abandonne à d'autres le rôle de l'éducation syndicaliste et la formation des cadres de sa jeunesse.

C'est donc un très grand réconfort pour nous tous que ces échos nous viennent de partout. Cela prouve que la fondation des Jeunesses Syndicalistes de France, était une nécessité historique.

Sans faire un bilan, nous pouvons enregistrer déjà que nous avons des groupements de Jeunesses Syndicalistes de France, de Lyon. Cette formation fait paraître un journal mensuel « La Jeunesse Syndicaliste ». C'est au travail d'une harmonie parfaite des vieux et des jeunes syndicalistes que nous devons ce résultat.

Malgré des difficultés, qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs, nous pouvons être particulièrement fiers de notre activité à Paris et en banlieue.

Nous avons des groupements dans presque tous les arrondissements de Paris et nos sections de banlieue les plus importantes : Lyon, Dijon, Marseille, Nice, Nîmes, Clermont-Ferrand, Montluçon, Bourges, Limoges, La Rochelle, Nantes, Brest, Rennes, Fougeres, Caen.

Nous pouvons citer comme modèle, en passant, notre Unité Départementale des Jeunesses Syndicalistes de France, de Lyon. Cette formation fait paraître un journal mensuel « La Jeunesse Syndicaliste ». C'est au travail d'une harmonie parfaite des vieux et des jeunes syndicalistes que nous devons ce résultat.

Après celles du Cartel de 1924 et des élections « rouges » de 1932, cette dernière expérience, cette dernière faillite aurait-elle enfin fait sourire quelques yeux ? Espérons-le et que ce ne soit pas seulement chez les instituteurs de la banlieue sud.

Après celles du Cartel de 1924 et des élections « rouges » de 1932, cette dernière expérience, cette dernière faillite aurait-elle enfin fait sourire quelques yeux ? Espérons-le et que ce ne soit pas seulement chez les instituteurs de la banlieue sud.

Voilà quelques extraits de cette lettre :

« Notre syndicat regrette l'aspect antidémocratique de la réalisation du projet ministériel. L'éminente dignité qui s'attache au métier qui est le nôtre vient, en grande partie, du mépris dont nos meilleurs savants témoignent envers les hommes » et « les dignités ».

Nous repoussons, par-dessous tout, la volonté de domination qu'un tel décret nous paraît devoir encourager. Des syndicalistes ne peuvent approuver de telles mesures. Et le représentant d'un gouvernement de Front Populaire jugera déplaisant comme nous le jugeons nous-mêmes le synchronisme entre ce décret et la création, en Allemagne hitlérienne, d'un « Prix Nobel » destiné à imposer le conformisme.

Il convient de noter quel changement profond notre doctrine entraîne dans les méthodes « aristocratiques » par lesquelles notre recherche scientifique a été gérée jusqu'à présent et qui ont eu pour couronnement le décret que nous dénonçons aujourd'hui.

Nous vous demandons d'affaiblir ces deux millions à des secours, pour des détresses réelles, quel que soit l'âge des intéressés, à des subventions pour publications et enfin à l'augmentation de la part des sciences humaines et notamment des sciences économiques dans les crédits de la Caisse des Recherches.

Bravo camarades professeurs ! Nous espérons que M. le ministre de l'Education Nationale aura compris, qu'il remisera ses parchemins et ses médailles et qu'il emploiera les deux millions comme vous l'enendez, c'est-à-dire, bien.

Gilbert Chajant, Secrétaire général des Jeunesses Syndicalistes de France.

de mise à pied à condition que l'ouvrier fasse parvenir une lettre d'excuses au patron. Trois lettres de plus en plus respectueuses et avilissantes furent envoyées. Messieurs les patrons ne trouvaient pas les précédentes à leur goût, que que pouvaient-ils penser ?

Quelle confiance peuvent avoir les ouvriers devant de telles reculades et ce manque de solidarité ? Le mécontentement est grandissant, ceux-ci. Beaucoup parlent de déchirer leur carte.

Camarades, ne désertez pas les organisations syndicales. Plus que jamais il faut nous grouper pour leur redonner un caractère révolutionnaire.

Aux Mines de Lens (Calonne-Liévin)

Chacun sait que ce métier est un des plus ingratis entre tous. Aussi, nous ne pouvons que déplorer l'état d'esprit qui règne chez les mineurs. Socialistes et communistes, qui composent en tout et pour tout ce monde de producteurs souterrains, demi-bagnards, demi-libres, ne peuvent s'entendre, et pour cause, pour la lutte contre le patronat.

Les nacos, surtout, n'ont pas peur de s'honorer d'un vote des deux ans et des milliards de guerre, ainsi que d'aller au travail dans une veste de soldat fantaisie (est-ce faux, délégué Adolphe ?). D'où la fureur des socialistes. Mais ceci n'est que feu de paille, personne ne recharge pour extraire ses sept tonnes de charbon minimum, imposées pour 35 francs, ni pour en tirer 600 kgs en plus, qui sont payés 3 francs supplémentaires, ni pour aller porter à M. le curé les 1.000 kgs de charbon qui sont dues (il fait partie du personnel), ni pour donner à M. l'ingénieur les deux ordonnances (chauffeur et boniche) qui comptent aussi dans les producteurs.

Alors, camarades, quand cesserez-vous de courber l'échine ? Quand cesserez-vous de tomber dans le panneau des politiciens admirateurs de l'assiette au beurre ?..

Eustache.

CHEZ CITROËN

M. Doriot avait jugé bon de reprendre à son compte, par l'intermédiaire d'un de ses valets de plume, une motion votée par une sous-section de l'intersyndicale.

Je dois signaler en premier lieu que les camarades ayant voté cette résolution appartiennent tous à des organisations ouvrières (P.C., S.F.I.O., U.A., C.G.T., etc.) à l'exclusion de tout parti pro-fasciste.

Que l'influence des moscoutraires diminue, cela est certain. Monsieur Doriot, mais pas à votre avantage, car les ouvriers hérissés vous tendaient la main sur l'ordre de leurs chefs ; si leurs dirigeants ne sont plus écoutés, les masses reviendront vite à l'action révolutionnaire et à la lutte de classe.

La motion s'élève, dites-vous, contre l'intrusion de la politique dans la C.G.T., d'accord. Mais cela ne nous regarde pas :

1^o Parce qu'en tant que fondateur et souteneur de syndicats jaunes vous n'avez qu'à fourrir votre nez auxiliaires que dans la C.G.T. Ce sont là des désaccords qui se régleront, amicalement d'ailleurs, entre adhérents à l'organisation ;

2^o Parce que les pisse-copie P.P.F. (sans doute partisans de la pourriture franquiste) sont lâches au point d'espérer nous faire confondre sous la désignation « action politique » les deux questions bien distinctes de l'aide à l'Espagne Républicaine et de la colonisation des syndicats organisés par le P.C.

Évidemment les P.P.F. voient d'un mauvais œil les manifestations de sympathie des classes

sur les travailleurs eux-mêmes uns sur leur terrains de classe et poursuivent leur action autonome sans compromis, ni capitulation.

Lacoste.